



Le Président Ndayishimiye entend renforcer la cohésion familiale et assurer la promotion de la femme



Le mardi 4 mars 2025, lors d'une audience accordée aux membres du bureau exécutif du Forum National des Femmes au Palais Ntare Rushatsi, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a interpellé cette institution à sensibiliser vivement les femmes quant à leur rôle primordial dans la promotion de la femme, la consolidation des liens familiaux et la pérennité des valeurs morales et culturelles.

« Le Chef de l'Etat nous a rappelé que le pays se fonde sur les foyers. Il faut que les familles restent unies et que les enfants soient bien éduqués », a laissé entendre la présidente du Forum National des Femmes du Burundi honorable

Emérence Bucumi parlant des conseils que leur a prodigués le Président de la République qui déplore l'existence des enfants avec pères inconnus suite aux grossesses non désirées. Cette audience tenue à la veille de la célébration de la Journée Internationale des Droits des Femmes a été une occasion pour le Forum National des Femmes du Burundi de présenter le rapport des activités réalisées depuis l'année 2020.

Toujours aux micros des différents médias locaux, la Présidente du Forum National des Femmes du Burundi honorable Emérence Bucumi a énuméré les différentes réalisations de cette institution accomplies depuis l'an-

Dans cette Edition:

page

Le Président Ndayishimiye entend renforcer la cohésion familiale et assurer la promotion de la femme

1

Le Chef de l'Etat rentre d'une visite de travail en Guinée Équatoriale

2

Le Couple présidentiel rehausse les cérémonies de célébration de la Journée Internationale de la Femme à Bubanza

2

Le Ministère de l'agriculture et de l'industrie dans leurs attributions appelés à aider les agriculteurs

3

La population de Bukemba exhortée à ne pas s'approprier des biens publics illégalement

4

Le Premier Ministre du Burundi reçoit en audience l'Ambassadrice des Etats-Unis au Burundi

4

Lancement de la campagne d'assistance judiciaire gratuite aux détenus

5

Une rencontre stratégique pour l'économie burundaise

6

Karusi: le Ministre l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage distribue des porcs

6

Ruyigi : lancement d'un projet d'autonomisation des réfugiés

9

née 2020 basées notamment sur la promotion du développement de la femme, l'intégration des femmes burundaises dans le Conseil d'Administration du Forum des Femmes de la Communauté Est Africaine, avant de soulever les défis rencontrés liés principalement à la détérioration de l'éducation des enfants et des valeurs sociales et culturelles.

Le Numéro Un Burundais a par ailleurs recommandé au Forum National des Femmes du Burundi d'identifier tous les défis qui hantent la stabilité de la société burundaise afin qu'ils soient considérés et inclus dans le Code des Personnes et de la Famille du Burundi. **(Présidence)**

Le Chef de l'Etat rentre d'une visite de travail en Guinée Équatoriale



Le vendredi 07 Mars 2025, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye, accompagné de la Première Dame S.E Angeline Ndayishimiye, est rentré d'une visite de travail de deux jours qu'il a effectuée en République de Guinée Équatoriale. La visite s'inscrivait dans le cadre du renforcement des relations de coopération et d'amitié entre les deux pays.

Dès son arrivée à l'Aéroport Santa Isabel de Malabo, le Chef de l'Etat Burundais a été accueilli par le Premier Ministre de la Guinée Équatoriale Monsieur Manuel Osa Nsue Nsua, avant d'être accueilli au Palais du Peuple par son Homologue Guinéen, Son Excellence Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

Au Palais du Peuple, le Président burundais Son Excellence Evariste Ndayishimiye s'est entretenu à huis clos

avec son homologue équato-guinéen, Son Excellence Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, sur des sujets stratégiques d'intérêts communs. Notamment, il y a à noter le renforcement des relations bilatérales et de fraternité entre ces deux pays, des sujets socioéconomiques ainsi que les questions relatives à la paix et à la sécurité dans la région. Quand on parle de région, il faut comprendre notamment les pays membres de la Communauté Économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), qui a à sa tête le Président équato-guinéen, Son Excellence Teodoro Obiang Nguema Mbasogo préside actuellement.

Par rapport à ce sujet de paix et de sécurité régionale, les deux Chefs d'Etat, dans un point de presse qu'ils ont coanimé, se disent satisfaits de la mobilité régionale et internationale en ce qui est de la résolution pacifique de la situation sécuritaire qui mine l'Est de la République Démocratique du Congo, "une situation qui risque de s'étendre dans toute la région", comme ne cesse de le rappeler à qui veut l'entendre son Excellence Evariste Ndayishimiye.

La Première Dame du Burundi Son Excellence Angeline Ndayishimiye et son homologue équato-guinéenne Son Excellence Constancia Mangué Obiang, quant à elles, ont échangé sur le partenariat dans la mise en œuvre des projets sociaux, notamment l'autonomisation des femmes et la protection de l'enfance, ainsi que le renforcement de la coopération entre les Fondations "Umugiraneza" et "Constancia Mangué Nsue Okomo", que les deux Premières Dames président respectivement. **(Présidence)**

Le Couple présidentiel rehausse les cérémonies de célébration de la Journée Internationale de la Femme à Bubanza

Le 8 mars 2025, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye, accompagné de la Première Dame S.E Angeline Ndayishimiye, a rehaussé de sa présence les cérémonies relatives à la célébration de la Journée Mondiale de la Femme qui s'est déroulées au Stade de Bubanza.

Sous le thème « Femme, pilier du développement: Soutenons-là pour l'atteinte de la Vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060 de notre pays ». Ces cérémonies riches ont été marquées par un défilé des femmes militaires et policières qui a suivi celui des ministères, institutions, entreprises et associations féminines



opérant au Burundi.

Prenant la parole, le Présidente du Forum National des Femmes du Burundi Madame Emérence Bucumi a salué les efforts du gouvernement du Burundi et l'implication personnelle du Chef de l'Etat dans la promotion des droits de la femme au Burundi.

Quant à la Coordinatrice Résidente des Agences du Système des Nations Unies au Burundi, Madame Violet Kakyoma, elle a positivement apprécié le pas franchi par les femmes burundaises dans la réalisation des projets de développement socio-économique, avant de réaffirmer l'engagement des Nations Unies à accompagner le Burundi dans sa vision de devenir un pays émergent en 2040 et développé en 2060.

Dans son discours de circonstance, le Numéro Un Burundais a indiqué que la Journée Internationale de la Femme est une occasion pour les femmes de faire une analyse rétrospective en vue d'évaluer leur contribution dans le développement de leurs familles et celui de leur pays respectifs.

Le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a, en outre, fait savoir que cette journée est célébrée au moment où les femmes réclament la révision du Code des Personnes et de la Famille du Burundi. Il a souligné que ce code sera révisé en tenant compte des coutumes et traditions burundaises.

« Nous demandons l'implication des experts juristes et surtout celui du Ministère de la Justice pour que le nouveau code intègre toutes les traditions burundaises, car je sais qu'il y a ceux qui profitent de cette lacune pour commettre des injustices » a-t-il martelé avant de souligner que tous les Burundais sont égaux et qu'ils doivent être traités d'une façon équitable.

Se basant sur le thème choisi pour cette année, le Président burundais a rappelé que le développement du pays commence par le développement des familles. Il a interpellé les hommes à promouvoir l'autonomisation de leurs femmes en leur apportant un soutien indéfectible lorsqu'elles entreprennent des projets de développement familial. Quant aux institutions financières, il les a recommandées de faciliter les femmes et surtout de les encadrer dans le choix des projets bancables.

En clôturant son discours, le Chef de l'Etat du Burundi Son Excellence a réaffirmé son engagement à maintenir la paix et la sécurité au Burundi et à veiller au strict respect des droits de la femme. Il a toutefois signifié que la paix et la sécurité sont une affaire de tous et que la vigilance doit toujours rester de mise pour tout citoyen. Le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a procédé à la remise officielle des prix à 18 personnes qui se sont démarquées dans la lutte pour les droits de la femme. **(Présidence)**

Le Ministère de l'agriculture et de l'industrie dans leurs attributions appelés à aider les agriculteurs

Dans le cadre de mettre en œuvre l'appel du Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye, en rapport avec le Projet de développement communautaire, le Président du Sénat, Très Honorable Emmanuel Sinzohagera, accompagné de certains membres de sa famille et administratifs locaux, a procédé à la récolte de pommes de terre à la colline Ruzibazi, au Centre semencier de Ruzibazi, Zone Mayuyu, Commune Mukike, Province de Bu-

jumbura, sur un champ d'une superficie de 4 hectares, le mardi 4 mars 2025.

S'adressant aux médias, Très Honorable Emmanuel Sinzohagera a rappelé que les richesses que Dieu a données aux gens se trouvent dans le sol et qu'il faut en profiter surtout qu'il a promis qu'il bénira les œuvres de leurs mains.

Il a aussi exhorté la population burundaise et plus par-



ticulièrement les fonctionnaires à se lancer dans le domaine agricole en vue d'augmenter la production pour se nourrir et exporter le surplus.
Le Président du Sénat, Très Honorable Emmanuel Sin-

zohagera, a également demandé au Gouvernement du Burundi d'aider les agriculteurs en créant une banque qui travaillerait en étroite collaboration avec tous ceux qui se lancent dans le domaine agro-pastorale. Il a signalé que son champ s'étend sur une superficie de 4 hectares et qu'il a utilisé 6 tonnes de semences et espère récolter entre 50 à 60 tonnes à raison de 10-15 tonnes par hectare.

En terminant, le Président du sénat très Honorable Emmanuel Sinzohagera a demandé au Ministère de l'agriculture et de l'industrie dans leurs attributions d'aider considérablement les agriculteurs dans la conservation et transformation de leur récolte. Comme nous sommes en période électorale, il a demandé à la population de s'atteler au travail pour éradiquer la faim. **(Sénat)**

La population de Bukemba exhortée à ne pas s'approprier des biens publics illégalement



Lors des vacances parlementaires de mars 2025, le Deuxième Vice-Président du Sénat, Honorable Fabrice Nkurunziza a rejoint les

membres du conseil communal de Bukemba, qu'il a présidé, ainsi que l'administration locale, pour délimiter les terres domaniales situées sur la colline Bugiga de cette commune de la Province de Rutana, le mercredi 5 mars 2025. Cette initiative vise à protéger ces terres publiques.

Dans son discours, l'Honorable Fabrice Nkurunziza a appelé la population à s'abstenir de toute appropriation illégale des biens publics sans l'autorisation des autorités compétentes. Ses déclarations interviennent à un moment où des cas d'appropriation illégale de terres domaniales par certains habitants de la région ont été observés. **(Sénat)**

Le Premier Ministre du Burundi reçoit en audience l'Ambassadrice des Etats-Unis au Burundi



Le Premier Ministre du Burundi Lieutenant Général de police Gervais Ndirakobuca a reçu le mardi 4 mars 2025, l'Ambassadrice des Etats-

Unis d'Amérique au Burundi Madame Lisa Peterson, dans une audience visant à renforcer les relations bilatérales et à déceler des opportunités de coopération mutuellement avantageuse.

Il a souligné que la visite a permis de renforcer le partenariat entre les Etats-Unis et le Burundi, abordant les enjeux économiques et régionaux, ainsi que la question des réfugiés de l'Est du Congo.

Le porte-parole du Premier Ministre Monsieur Moïse Nkurunziza a indiqué à la presse que la réunion a porté sur l'évolution de la coopération des Etats-Unis d'Amérique au Burundi et la sécurité régionale. Il a également fait savoir que le Premier Ministre a expliqué à son hôte

les efforts du Burundi pour répondre aux besoins des réfugiés congolais, via des actions concrètes

et des collaborations humanitaires régulières. (RTNB)

Lancement de la campagne d'assistance judiciaire gratuite aux détenus



Le mardi 4 mars 2025, l'Ombudsman burundais Madame Aimée Laurentine Kanyana a procédé au lancement des activités d'assistance judiciaire gratuite aux détenus à la prison centrale de Mpimba. Cette initiative est mise en œuvre par les femmes avocates du barreau de Gitega, dans le cadre de la célébration du mois dédié à la Femme.

Selon la présidente de l'Association des Femmes Avocates du Barreau de Gitega, Madame Anita Nizigama, la campagne d'assistance judiciaire gratuite et d'audiences assistées, lancée en 2019, concernera les détenus des prisons de Mpimba à Bujumbura, de Ngozi, de Bubanza et de Gitega.

Cette campagne vise à promouvoir l'accès à la justice pour tous, en mettant particulièrement l'accent sur les droits des femmes et des hommes vulnérables, sans oublier la mise en œuvre de la politique du gouvernement du Burundi de désengorger

les maisons de détention. La présidente de l'Association des avocates du barreau de Gitega Madame Anita Nizigama, a souligné que grâce à leur initiative d'assistance judiciaire, le nombre de dossiers traités est passé de 8 à 200 en 2024. L'objectif visé était de 500 dossiers à traiter en 2025.

Le bâtonnier de Gitega Monsieur Sébastien Ntahoturi a insisté sur la nécessité pour les responsables pénitentiaires, d'autoriser l'accès aux dossiers, ajoutant que cette campagne sera clôturée par une série de renforcements des capacités notamment sur les violences basées sur le genre et le droit des enfants dès la conception.

Selon le directeur de la prison centrale de Mpimba, cet établissement abritait actuellement 3.560 détenus, dont 3. 353 hommes, 207 femmes et 14 enfants accompagnant leurs mères. A sa construction, la capacité d'accueil de la prison centrale de Mpimba était de 800 détenus. En outre, 1437 prisonniers ont récemment bénéficié de la grâce présidentielle.

L'Ombudsman burundais Madame Aimée Laurentine Kanyana a noté que l'assistance judiciaire est un défi majeur, notamment pour les détenus. Cette préoccupation doit être partagée par tous, car elle touche non seulement les administrations locales, mais aussi les familles des prisonniers qui doivent être conscientes de la nécessité d'une telle assistance.

Les responsables des maisons de détention, les officiers de police judiciaire (OPJ) et les magistrats doivent produire des rapports permettant aux décideurs de prendre des mesures appropriées, pour que les prisonniers puissent être assistés dans leurs procès, a insisté l'Ombudsman burundais Madame Aimée Laurentine Kanyana.

Elle a fait savoir que l'institution de l'Ombudsman entamera bientôt des démarches, pour écouter les prisonniers et demande aux responsables des parquets et des tribunaux de faciliter ce processus.

L'Ombudsman burundais Madame Aimée Laurentine Kanyana a salué le travail abattu par le barreau des femmes de Gitega, qui contribue activement à la mise

en œuvre des programmes du gouvernement, de désengorger les maisons carcérales. Elle a enfin rappelé que les femmes en détention rencontrent de nombreuses difficultés, notamment l'impossibilité d'élever

leurs enfants, tout comme les hommes emprisonnés, qui ne peuvent plus subvenir aux besoins de leurs familles, aggravant ainsi les conditions de vie de leurs proches. (RTNB)

Une rencontre stratégique pour l'économie burundaise



Le 6 mars 2025, le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique Monsieur Nestor Ntahontuye a réuni les Partenaires au Développement (PAD) pour une séance de travail dédiée à la préparation du projet de loi des finances 2025-2026. Cette rencontre vise à renforcer la coordination entre l'Etat et ses partenaires en vue d'une meilleure exécution des projets de développement.

Lors de cette séance, le Ministre a souligné l'importance d'une contribution active et cohérente des partenaires au développement. Il a insisté sur la nécessité d'harmoniser les efforts des acteurs publics et privés pour réaliser la Vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060. L'objectif est de garantir une synergie efficace qui permettra d'optimiser l'impact des initiatives de développement.

Le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique a mis en avant la nécessité de centraliser les actions des partenaires afin d'assurer une gestion efficace des projets et programmes. Une meilleure coordination permettra de suivre l'évolution des initiatives et d'identifier rapidement les défis à relever.

Lors de cette séance, le Ministre des Finances du Budget et de la Planification Economique a également présenté les formats de planification stratégique que les partenaires devront suivre. Cette standardisation vise à aligner les actions de chaque intervenant sur les priorités nationales et à assurer une meilleure cohérence avec les politiques sectorielles du pays.

L'accent a été mis sur l'importance d'une convergence entre les actions des partenaires et les orientations stratégiques du gouvernement. En structurant les interventions des acteurs du développement autour des objectifs nationaux, le Burundi espère renforcer l'impact de son programme de croissance et de modernisation.

Le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique Monsieur Nestor Ntahontuye a précisé que cette réunion avait pour but d'assurer l'alignement des plans de travail des partenaires au développement sur la loi des finances 2025-2026 et sur la Vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060. Cette démarche permettra de mieux structurer les interventions et d'assurer un suivi optimal des ressources engagées dans les projets de développement. (RTNB)

Karusi: le Ministre l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage distribue des porcs

Dans le cadre de la nouvelle politique d'élevage mise en place par le Gouvernement, le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage Monsieur Prosper Dodiko a procédé, le vendredi 7 février 2025, à la distribution de 145 porcins de haute valeur génétique à huit bénéficiaires sélectionnés pour leur capacité à assurer la continuité de l'élevage moderne.

Selon le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, cette initiative vise à surmonter les défis de traçabilité et de consanguinité rencontrés dans l'an-

cienne politique d'élevage. "Désormais, l'Etat privilégie les éleveurs techniquement et financièrement aptes à maintenir un élevage durable et efficace» a-t-il dit. Parmi les bénéficiaires figurent deux paroisses de Gitega, deux camps militaires (Bubanza et Karusi), deux écoles secondaires (une à Gitega et une autre à Karusi), une coopérative et un éleveur indépendant de Kirundo.

Sur les 145 porcs distribués, 61 étaient des femelles, ceux qui laissent présager une multiplication rapide du cheptel. "Dans huit mois, ils auraient potentiellement plus de 500 nouveaux porcs dont une partie sera redistribuée



aux éleveurs proches des bénéficiaires", a expliqué Monsieur Prosper Dodiko. Cette stratégie vise à élargir progressivement l'impact de cette modernisation de l'élevage porcin à l'ensemble du pays.

Le Ministre a insisté sur le fait que cette initiative contribuera à injecter du "sang neuf" dans l'élevage de porcs, réduisant ainsi les risques liés à la consanguinité, un problème récurrent dans le secteur.

Il a également profité de cette distribution pour rappeler les bonnes pratiques d'élevage. "Contrairement aux idées reçues, le porc est un animal qui aime la propreté. Il faut séparer les espaces d'alimentation et de repos de ceux destinés aux excréments", a-t-il expliqué. Il a insisté sur l'importance du respect des normes de biosécurité, notamment dans la conception des étables et la prévention des contaminations.

Enfin, le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage Monsieur Prosper Dodiko a rappelé que ces porcins restent un bien de l'État et de la communauté. "Cette distribution gratuite vise un objectif national: améliorer durablement l'élevage porcin au Burundi", a-t-il conclu.

Avec cette initiative, le Gouvernement espère non seulement moderniser le secteur, mais aussi renforcer la sécurité alimentaire et économique des éleveurs à travers le pays. (RTNB)

Le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA sensibilise les médias sur la lutte contre le MPOX



Le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida a organisé mardi 04 mars 2025 à Bujumbura, un atelier de sensibilisation à l'intention des professionnels des media, visant à renforcer la lutte contre l'épidémie de MPOX au Burundi.

Conscient du rôle crucial des médias dans la diffusion d'informations précises et la sensibilisation du public, le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA a réuni les journalistes pour les informer des mesures préventives à adopter contre le MPOX. Cette initiative vise à garantir une communication efficace et cohérente en faveur de la population.

Entre juillet et décembre 2024, une augmentation notable des cas de MPOX a été observée. Cependant, une tendance à la baisse se montre actuellement, avec 136 patients hospitalisés dans divers districts sanitaires du pays, selon le directeur général en charge de l'offre de soins et des accrédi-

Le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte

tions au Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida. Environ 80 % des cas de MPOX signalés au Burundi proviennent des districts sanitaires du nord, du centre et du sud de Bujumbura, ainsi que des communes Isare et de la ville de Gitega, d'après le directeur général en charge de l'offre de soins et des accreditations au Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida Monsieur docteur Oscar Ntiha-bose. Cette identification permet de cibler les efforts de prévention et de contrôle de l'épidémie.

Le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida a intensifié les mesures préventives, notamment le dépistage et l'isolement des cas suspects, y compris parmi les réfugiés en provenance de la République démocratique du Congo. Des centres de traitement ont également été établis aux frontières du pays.

Le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida a appelé la population à éviter les poignées de main et les embrassades, à pratiquer un lavage régulier des mains, à maintenir la distanciation sociale et à désinfecter les surfaces. Il est également recommandé d'éviter les contacts étroits avec des personnes infectées ainsi qu'avec des animaux sauvages malades ou morts. (RTNB)

Les femmes sont appelées à instaurer la confiance avec les institutions financières pour obtenir plus facilement des crédits



Le projet d'appui à l'inclusion financière, agricole et rurale du Burundi « PAIFAR-B » a organisé le jeudi 6 mars 2025 à Gitega, capitale politique et centre du Burundi, un atelier de sensibilisation des femmes leaders membres des coopératives et des femmes leaders autochtones sur l'inclusion financière afin de renforcer l'auto promotion des femmes.

Le Gouverneur de la province Gitega Monsieur Venant Manirambona, lors du lancement de cet atelier, a signalé que les femmes ont un rôle majeur dans le développement des ménages et du pays. Il les a interpellées à ouvrir des comptes bancaires en vue de sécuriser leur argent et de créer une amitié ou confiance avec les institutions financières afin d'obtenir facilement des crédits.

Le représentant du coordinateur national du PAIFAR-B, Monsieur Ladislas Habonimana a interpellé ces femmes à sensibiliser leurs paires à l'inclusion financière afin de promouvoir ensemble leur autonomisation et d'accéder aux services financiers pour investir dans des projets durables.

Partant de cela, Madame Marie Louise Nsabayumva de la Coopérative d'Épargne et de Crédit Mutuel (CECM) a signalé que les femmes ne contractent pas de crédits au même degré que les hommes, car a-t-elle expliqué,

seulement 30% de crédits ont été octroyés aux femmes dans 70 micro finances. Elle a encouragé les femmes qui disposent des comptes bancaires et celles qui font des projets pour s'auto développer à contracter des crédits. Elle a interpellé les femmes à distinguer l'argent de la famille et l'argent utilisé dans les projets, de ne plus contracter des crédits pour des besoins inutiles et d'investir dans des activités génératrices de revenus afin de donner leur contribution dans le développement de leur famille en particulier et du pays en général.

Prenant la parole, le vice-président de la Fédération Nationale des Coopératives d'Épargne et de Crédit du Burundi (FENACOBUR) Monsieur SABOKWIGURA Ezéchiel a signalé que moins de 15 % des personnes ayant 18 ans au plus disposent des comptes bancaires au moment où le Burundi compte à peu près 13 millions d'habitants. Il a indiqué qu'on épargne pour sécuriser l'argent et pour la préparation d'un meilleur avenir. Selon lui, des fois certains événements comme la mort, la maladie, etc. arrivent de façon inattendue. Il a enfin signalé que pour résoudre les problèmes liés à l'inclusion financière des femmes, les institutions concernées doivent mettre en place des produits et services adaptés aux femmes et les accompagner pour arriver aux meilleurs résultats.

Partant de ce témoignage, les femmes qui ont pris part dans cet atelier ont suggéré au PAIFAR-B d'organiser une telle séance de sensibilisation à l'endroit des hommes, qui des fois ne les autorisent pas à faire des projets et d'organiser des visites d'échange d'expériences pour renforcer leurs capacités en matière de l'inclusion financière. **(ABP)**

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et l'Agence Coréenne de Coopération Internationale en mission au camp Musenyi

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), en collaboration avec l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA), a effectué une visite, le lundi 3 mars 2025 au camp Musenyi, situé dans la commune de Giharo en province de Ruyigi. Cette descente visait à évaluer l'état d'installation des nouveaux réfugiés en provenance de la République Démocratique du Congo (RDC) et à identifier les besoins urgents.

Selon la Représentante du Haut -commissariat des Nations Unies pour les réfugiés Madame Brigitte Mukanga-Eno, le Camp Musenyi initialement conçu pour accueillir 10 000 personnes, fait face à une augmentation significative du nombre de réfugiés. Actuellement, 2 000 personnes en provenance du site de transit de Rugombo y sont installées. En attendant des solutions plus durables, des hébergements temporaires ont été mis en place pour répondre à cette urgence humanitaire.



Elle a souligné les efforts continus pour améliorer l'accueil des réfugiés et mettre en place des solutions durables. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Agence Coréenne de Coopération Internationale travaillent conjointement avec les autorités locales, afin de renforcer les infrastructures du camp et de garantir des conditions de vie décentes aux nouveaux arrivants.

Lors de cette visite, la mission conjointe a identifié plusieurs besoins, notamment en matière d'abris, d'accès à l'eau potable, de services de santé et d'éducation pour les enfants. Des solutions adaptées sont en cours d'élaboration, afin d'améliorer les conditions de vie des réfugiés et de garantir leur sécurité.

Dans le cadre de cette mission, la délégation a également visité l'association Sky Dufatane mu nda, située dans la zone Mugeni, commune de Kayogoro, en province de Makamba. Composée de cinq rapatriés et cinq locaux, cette association bénéficie du soutien de diverses ONG, dont le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et Agence Coréenne de Coopération Internationale.

Le président de l'association Sky Dufatane mu nda, Monsieur Daniel Nshimirimana a exprimé sa gratitude envers le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Agence Coréenne de Coopération Internationale pour leur soutien. Il a néanmoins mis en avant le besoin urgent de machines pour la transformation de savons, ainsi que d'autres équipements pour le développement de projets tels que la production de pain et l'exploitation de moulins.

Sous la supervision des autorités compétentes, des efforts sont déployés pour renforcer les infrastructures d'accueil et assurer un suivi régulier des réfugiés. Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Agence Coréenne de Coopération Internationale continuent de travailler en synergie avec les organisations locales et internationales, afin d'apporter des solutions durables et améliorer les conditions de vie des populations déplacées. (RTNB)

Ruyigi : lancement d'un projet d'autonomisation des réfugiés



Le Burundi a officiellement lancé le mardi 4 mars 2025, en province Ruyigi, un projet d'envergure intitulé « de la vulnérabilité à l'autonomisation : construire des communautés sûres et sécurisés ». Financé à hauteur de 6,16 millions de dollars par la Corée du Sud via l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA), ce projet ambitionne d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables, en particulier les

rapatriés, tout en consolidant la cohésion sociale et la sécurité.

Ce programme s'inscrit dans une dynamique de réintégration durable des rapatriés burundais, avec un accent mis sur le développement communautaire. Le financement alloué par la Corée du Sud vise notamment à renforcer les infrastructures locales et à développer des activités génératrices de revenus, pour assurer l'autonomie des bénéficiaires.

Le Directeur Général pour le rapatriement et la réintégration des réfugiés au Ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité Publique, Monsieur Nestor Bimenyimana a souligné l'importance de ce projet. Selon lui, il a marqué une étape décisive vers une intégration durable des rapatriés burundais.

Le représentant adjoint de l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA) au Burundi, Monsieur

Kim Sang-Chul, a réaffirmé l'engagement de la Corée du Sud à soutenir le Burundi. Il a rappelé que les deux pays partagent des similitudes historiques, notamment en matière de colonisation, ce qui renforce leur coopération en faveur de la stabilité et du développement.

Depuis 2015, plus de 255 000 rapatriés ont retrouvé la sécurité et la dignité grâce aux initiatives du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et de ses partenaires dont KOICA. La Représentante de l'UNHCR au Burundi Brigitte Mukanga-Eno, a exprimé sa satisfaction quant au démarrage de ce projet, qu'elle qualifie de "grand pas vers l'autosuffisance" des rapatriés.

Dans le cadre du lancement, la délégation de l'agence Coréenne de Coopération Internationale, accompagnée du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du directeur général pour le rapatriement et la réintégration des réfugiés, s'est rendue au Centre de Transit de Nyabitare, situé dans la commune de Gisuru

en province Ruyigi. L'objectif était d'évaluer l'état d'avancement des travaux financés par KOICA et d'accueillir les nouveaux rapatriés en provenance de la Tanzanie.

Lors de cette visite, le directeur général pour le rapatriement et la réintégration des réfugiés Monsieur Nestor Bimenyimana a exhorté les rapatriés à encourager ceux restés en exil à rentrer au pays, affirmant que le Burundi offre paix et sécurité.

Les activités de lancement du projet ont été marquées par une cérémonie de remise de cadeaux symbolisant l'encouragement mutuel et la solidarité. De plus, les participants ont pu découvrir les réalisations des rapatriés financées par KOICA, illustrant les efforts concrets en faveur de l'autonomisation.

Ce projet constitue une avancée significative dans l'appui aux rapatriés burundais et le renforcement des communautés locales, avec un impact durable sur la cohésion sociale et la stabilité du pays. **(RTNB)**

Le Conseil National de la Communication renforce le dialogue avec les médias



Le Conseil National de la Communication (CNC) a organisé, le mercredi 05 mars 2025, en Mairie de Bujumbura, une séance d'échange avec les responsables des médias afin de consolider le dialogue et d'améliorer les prestations médiatiques.

Cette réunion visait à répondre à la recommandation formulée au conseil national de la communication lors de la rencontre effectuée à Gitega le 30 Septembre 2024 de multiplier des occasions de rencontres avec les partenaires privilégiés en vue de renforcer la professionnalisation du secteur médiatique au Burundi pour le développement démocratique et inclusif du pays, a annon-

cé la présidente du conseil national de la communication Madame Esperance Ndayizeye dans son allocution d'ouverture de cette réunion.

Dans son discours, la présidente du CNC Madame Esperance Ndayizeye a salué l'initiative de certains médias qui intègrent déjà des émissions en lien avec les objectifs stratégiques de la Vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060. Elle a encouragé l'ensemble des organes de presse à multiplier les reportages et programmes contribuant à la sensibilisation et à la mobilisation de la population autour de cette vision de l'émergence et du développement.

Un autre point clé abordé lors de cette rencontre était l'accès à l'information. Elle a invité les pouvoirs publics et les détenteurs d'informations à collaborer avec les journalistes en leur fournissant des données à temps car la population a besoin d'être informée. Par ailleurs, elle a exhorté les journalistes à adopter une attitude respectueuse envers leurs sources afin d'établir une relation de confiance mutuelle.

Concernant la reconnaissance officielle des journalistes, la présidente du CNC a rappelé que la carte de presse est un document essentiel qui témoigne cette profession. Elle a précisé que pour l'obtenir, il faut remplir certaines conditions à savoir : être titulaire d'un diplôme de bacca-

lauréat en communication ou en journalisme avec une expérience de six mois dans un média, et, pour ceux qui n'ont pas fait les écoles de journalisme, ou communication, une expérience deux ans dans une entreprise médiatique reconnue.

À l'approche des élections de juin 2025, le conseil national de la communication travaillait activement

sur la mise en place d'une synergie des médias pour assurer une couverture médiatique efficace et responsable. La présidente du conseil national de la communication a souligné l'engagement du CNC de mobiliser les ressources nécessaires pour la formation des journalistes et l'éducation électorale, afin de garantir une information de qualité pendant cette période cruciale. (RTNB)

La Croix-Rouge du Burundi reçoit un don de huit ambulances



La Croix-Rouge du Burundi a reçu le jeudi 6 mars 2025 un don de huit ambulances, grâce à un fonds mis en place depuis 2017 pour soutenir les sociétés nationales de secours. Ce fonds a été constitué par les Organisations Internationales de secours, à savoir le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) et la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR).

Selon le Secrétaire Général de la Croix-Rouge du Burundi Monsieur Anselme Katiyunguruza, ces organisations humanitaires ont pour mission d'apporter une aide aux personnes touchées par des catastrophes et des sinistres dans différents pays. Cela a conduit à la mise en place d'un fonds destiné à renforcer les capacités des sociétés de la Croix-Rouge, afin qu'elles puissent mieux répondre aux catas-

trophes naturelles, aux accidents et aux crises.

Dans ce cadre, la Croix-Rouge du Burundi a été dotée de huit ambulances tout-terrain, équipées de matériel de secours. Il a souligné que cette aide marque une nouvelle étape dans la capacité de l'organisation à venir en aide aux personnes affectées par des catastrophes et des sinistres.

Le Secrétaire Général a rappelé que la Croix-Rouge du Burundi Monsieur Anselme Katiyunguruza n'a pas le droit à l'inaction face aux accidents et aux catastrophes naturelles. Ce don permettra à l'organisation de répondre à ses engagements, en renforçant ses capacités d'intervention. Ces ambulances serviront notamment pour l'évacuation médicale vers les structures de soins, en particulier en cas d'accidents ou de catastrophes naturelles. (RTNB)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Dévelop- pement

Département de la Communica- tion

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi